Document generated on 04/27/2024 2:48 p.m.

Jeu
Revue de théâtre

Le temps du hurlement

Laurent Lapierre and Claudine Auger

Number 122 (1), 2007

Théâtre et argent

URI: https://id.erudit.org/iderudit/16392ac

See table of contents

Publisher(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (print)
1923-2578 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Lapierre, L. & Auger, C. (2007). Le temps du hurlement. *Jeu*, (122), 61–70.

Tous droits réservés © Cahiers de théâtre Jeu inc., 2007

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

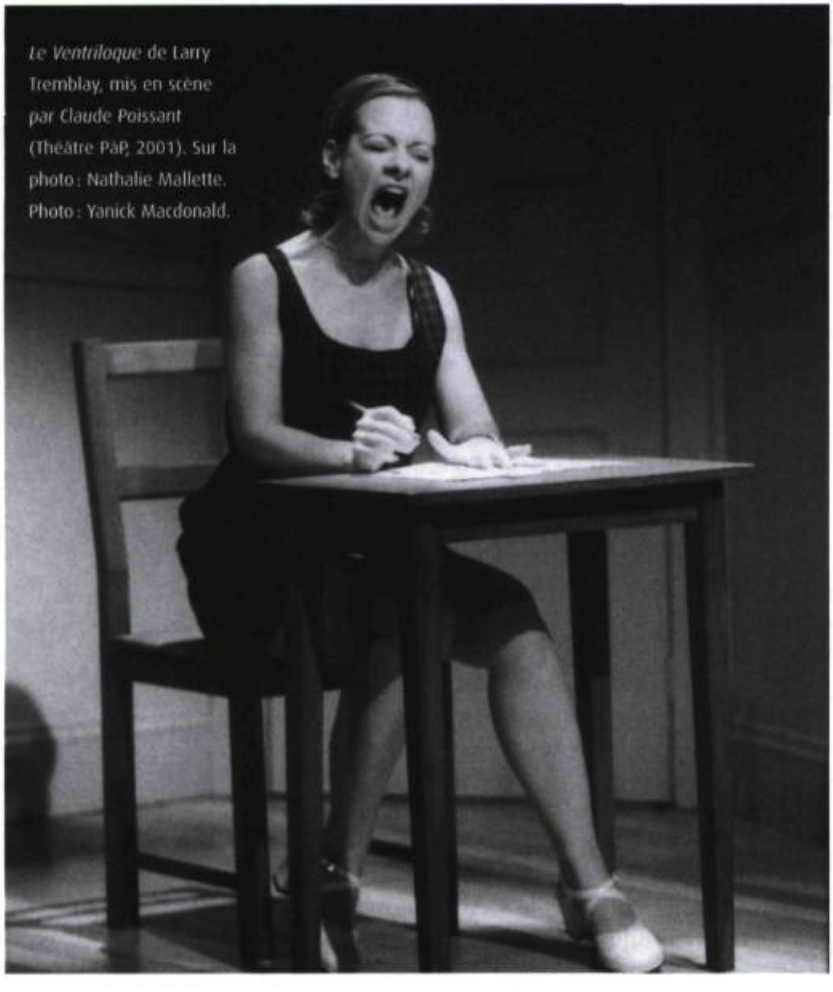
https://www.erudit.org/en/

LAURENT LAPIERRE ET CLAUDINE AUGER

Le temps du hurlement*

Jusqu'alors, nous avons parlé, nous nous sommes exprimés sur de multiples sujets sans nous faire véritablement entendre. C'est pourquoi il faut à présent hausser le ton. Oui, je crois que le temps du hurlement est venu.

José Saramago, Prix Nobel de littérature



Le Ventriloque de Larry Tremblay, mis en scène par Claude Poissant (Théâtre PàP, 2001). Sur la photo : Nathalie Mallette. Photo : Yanick Macdonald.

La situation financière du théâtre québécois s'enlise inéluctablement. De la survie difficile de ses artisans, depuis toujours précaire, peu d'autorités publiques ou politiques semblent se soucier réellement. Comme si le réchauffement planétaire s'acharnait sur des fonds déjà insuffisants. Les gouvernements ont, à l'évidence, d'autres chats à fouetter que de garnir des enveloppes budgétaires allouées aux artistes et à leurs œuvres. Le financement public des arts et de la culture est une goutte d'eau dans l'océan des budgets publics au Canada. C'est, pourtant, la goutte d'eau la plus rentable...

En effet, si les budgets publics se voyaient gérés de façon aussi serrée que le sont les budgets dans le secteur des arts et de la culture, les gouvernements, partout au Canada, seraient tous en surplus. Les gestionnaires des fonds publics auraient avantage à demander aux artistes de former un groupe de travail afin d'évaluer l'utilisation faite des budgets publics. Ils auraient des surprises : retour au gros bon sens et purge

*Nous empruntons ce titre à un article public dans *Le Devoir*, samedi 2 décembre 2006, p. f 8.

de « bureaucrates », dont la fonction est d'être au service des véritables artisans du milieu, mais qui peuvent être peu au fait des réalités de la création et de la production.

À la question : le financement public du théâtre répond-il aux besoins du milieu ?, la réponse est simplement et carrément : non.

Les faits

Chercher des statistiques ou autres données concernant le milieu du théâtre québécois est un travail de moine qui fait face à un trou béant. Il y a bien l'Observatoire de la culture qui, depuis quelques années, amasse des chiffres, ici et là, épars. Autrement, peu d'information concluante. Apparemment, le milieu des arts n'intéresse pas beaucoup les statisticiens, les « matheux » et autres « bureaucrates ». C'est en effet un univers à part que soutiennent mal les données économiques. La rentabilité économique apparente n'est jamais à l'avantage de l'art.

Selon les quelques statistiques qui s'affichent, l'aide allouée au milieu du théâtre (et à celui des arts en général) croît année après année, démontrant un appui indéfectible. Ces données-là viennent des sites du Conseil des Arts du Canada (CAC), du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ), et autres représentants gouvernementaux qui vantent leurs efforts généreux. Mais comment pourraient-ils dire le contraire ? Où ces organismes trouveraient-ils la bonne foi d'admettre que les artisans du théâtre crèvent de faim parce que leurs besoins sont peu entendus, mal compris, voire ignorés ? Claude Legault, le grand gagnant de la dernière soirée des Gémeaux, le 8 décembre 2006, s'indignait du salaire des acteurs qui ne peuvent gagner décemment leur vie au théâtre. Ceux qui y gagnent le mieux leur vie sont les machinistes de IATSE[1].

Oui. Les budgets publics pour le soutien aux arts ont augmenté ces dernières années (voir le Tableau 1) parce que les artistes ont porté leur colère dans la rue.

En 1999, sentant le moment venu des hurlements, les artistes se regroupent. C'est la naissance du MAL, le Mouvement pour les arts et les lettres, un regroupement de huit organisations nationales et de douze conseils régionaux de la culture du secteur des arts et des lettres, représentant 14 000 artistes professionnels, écrivains et travailleurs culturels. Cette année-là, le CALQ, créé cinq ans plus tôt, disposait d'un budget de 44 millions de dollars. Le MAL se fixait alors l'objectif de doubler la mise : obtenir un budget de 90 millions de dollars au CALQ pour un meilleur soutien aux artistes. Parallèlement, l'Union des artistes, qui ne faisait pourtant pas partie du MAL, a joué son rôle et mettait tout son poids pour obtenir du gouvernement une augmentation substantielle du budget du CALQ.

À l'amorce de la septième campagne du MAL, en janvier 2006, le CALQ recevait environ 72 millions de dollars des coffres de l'État ; 18 millions d'écart avec l'objec-

1. The International Alliance of Theatrical Stage Employees (IATSE), Moving Picture Technicians, Artists and Allied Crafts of the United States, Its Territories and Canada.

TABLEAU 1
Statistiques principales des organismes de production en théâtre, soutenus par le Conseil des arts et des lettres du Québec

	1994-1995	1999-2000	2002-2003	2003-2004
Nombre d'organismes	54	60	68	68
Revenus d'exploitation	15 391 156 $	23 743 818 $	31 109 658 $	32 996 837 $
Aide privée (dons, commandites, échanges de services et autres)	1 647 143 $	3 321 508 $	4 552 082 $	5 031 878 $
Aide publique du gouvernement du Québec	10 590 617 $	13 754 698 $	18 439 545 $	18 141 428 $
Aide publique du gouvernement du Canada	5 405 002 $	6 188 926 $	7 345 082 $	7 488 261 $
Aide publique des administrations municipales	2 088 472 $	2 249 433 $	2 424 721 $	2 495 981 $
Autres partenaires gouvernementaux	17 870 $	191 118 $	302 982 $	305 687 $
Aide publique totale	***18 101 961 $***	***22 384 175 $***	***28 512 330 $***	***28 431 357 $***
Revenus totaux	**35 140 260 $**	**49 449 501 $**	**64 174 070 $**	**66 460 072 $**
Frais de production de l'activité principale	21 229 786 $	30 130 593 $	40 838 430 $	42 476 163 $
Frais d'administration	5 102 466 $	10 651 733 $	14 100 149 $	15 324 971 $
Frais de mise en marché	4 797 447 $	6 073 544 $	7 984 447 $	8 477 279 $
Autres dépenses	4 451 523 $	1 879 335 $	—	—
Dépenses totales	**35 581 222 $**	**48 735 205 $**	**62 923 026 $**	**66 278 413 $**

Institut de la statistique du Québec

tif initial. Et pour en arriver là, si proche du but, il a fallu déployer d'immenses efforts, livrer une bataille acharnée, avec une force venue des tripes.

Dans un document publié par le CALQ[2] en septembre dernier, on se félicite que « le soutien financier du CALQ [soit] passé de 4,8 M$ à plus de 8,9 M$, entre 1994 et 2006, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 6,3 % ». Avant même de s'interroger sur l'importance réelle de ce soutien, on découvre quelques pages plus tard (voir le Tableau 2) des signes douteux et alarmants. En effet, les données montrent que le nombre de bourses et les sommes octroyées aux artistes de la scène sont en chute libre depuis 2002. En outre, si l'on songe au fait que la revendication du MAL, pour le budget 2006-2007, de 23 millions de dollars[3] correspond à 0,04 % du budget total du Québec, de 55 milliards de dollars, sans tomber dans la paranoïa, les artistes se sentent bafoués. Pas même un demi de un pour cent !

2. *Constats du CALQ*, numéro 13, septembre 2006 sur le site : <www.calq.gouv.qc.ca/index_flash.htm>.
3. Soit 18 millions de dollars pour le budget du CALQ et 5 millions de dollars pour le budget de la Société des entreprises culturelles (SODEC).

Notre point de vue est simple. Parler de chiffres dans le contexte actuel ne convient plus. Si un secteur ne reçoit presque rien, même si on double le montant, il recevra encore presque rien. Soutenir « un peu » les arts pourrait donc bien être pis que rien. On avance des chiffres qui camouflent la réalité et servent à se donner bonne conscience. Qu'ont-ils à se plaindre, les artistes ? Ne leur donne-t-on pas des subventions ?

TABLEAU 2
Évolution du nombre de bourses et des sommes octroyées de 1994 à 2006
Arts de la scène

Années	Nombre	En milliers de dollars
1994-1995	290	1 775,0
1995-1996	235	1 893,2
1996-1997	284	1 862,0
1997-1998	337	1 892,4
1998-1999	373	2 228,6
1999-2000	474	2 363,1
2000-2001	583	2 840,1
2001-2002	726	3 204,2
2002-2003	627	3 074,3
2003-2004	559	3 279,1
2004-2005	539	2 834,7
2005-2006	491	2 673,7

Conseil des arts et des lettres du Québec,
Constats du CALQ, *numéro 13, septembre 2006.*

Parce que l'être humain vit d'espoir, le MAL se réjouissait, en mai 2006, de voir le budget du Conseil des Arts du Canada augmenter de 20 millions de dollars en 2006-2007 et de 30 millions supplémentaires l'année suivante (augmentations officiellement non récurrentes). Mais en politique, le vent se lève et tourne sans qu'on ait pu mettre son chapeau. Cheveux décoiffés et promesses envolées. À la fin de septembre, le gouvernement conservateur minoritaire canadien annonçait une longue liste de compressions budgétaires. Des coupes totalisant un milliard de dollars, touchant les secteurs parmi les plus vulnérables dont, évidemment, celui des arts et des lettres. Plus choquant encore, le contexte entourant cette annonce : un surplus budgétaire de 13,2 milliards de dollars, soi-disant consacré entièrement au paiement de la dette. Des gestes qui expriment clairement la position du gouvernement quant à l'importance des arts dans une société[4].

À la lumière de ces différents chiffres, les faits s'imposent dans une réalité que les soldats de l'État essaient d'enjoliver. Dans ce décor miteux, quelle issue reste-t-il aux gens de théâtre ? La volonté de *vivre* décemment de leur art. Tout en sachant qu'il faut se battre, toujours et encore. La lutte est bien féroce pour quelques miettes.

Il faut bien nous comprendre. La bureaucratie et les bureaucrates sont nécessaires et indispensables. Mais leur fonction et leur travail doivent être subordonnés, artistiquement et financièrement, à ceux qui sont leurs raisons d'être. S'il y a injustice, ils devraient être les premiers à la dénoncer et à la corriger.

Le cri à l'injustice

Dans un monde où tout se calcule en termes de profit, le secteur du théâtre, et celui des arts en général, sera toujours perdant. Il est inacceptable qu'on demande encore

4. Le Conseil québécois du théâtre exprime sa déception quant à cette annonce dans un communiqué publié le 29 septembre 2006.

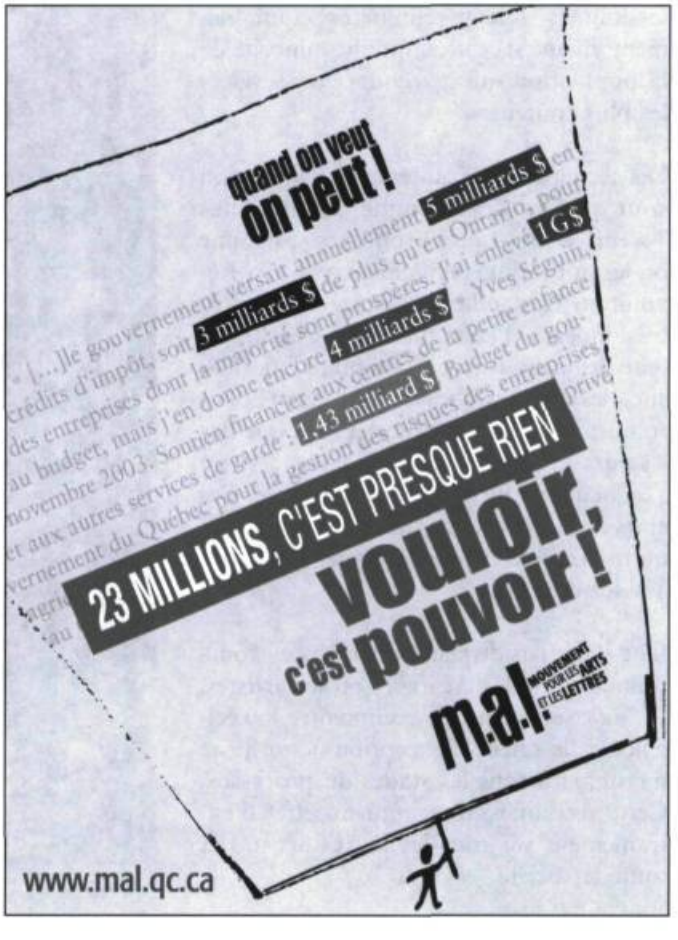
d'utiliser des arguments « économiques » et « administratifs » pour justifier le financement des artistes et des entreprises artistiques.

Qui se soucie, vraiment, que le revenu artistique moyen tourne autour de 12 000 $ en 2005 ? Comment peut-on tolérer que l'artiste, entre deux contrats de théâtre, n'ait pas droit à l'assurance salaire ? Est-ce juste ? Est-ce équitable ? Les artistes sont-ils des citoyens comme les autres ? Pourquoi manque-t-il des mailles à leur filet social ?

Une inéquité grave

Que doit faire une danseuse de ballet, un acteur, un musicien, un peintre, un sculpteur, un écrivain ou un artiste du numérique pour percer dans son domaine ? Entrer dans une école d'art dont il n'est jamais certain de sortir gagnant, passer des auditions ou soumettre des manuscrits ou portfolios où seulement quelques élus seront retenus, la majorité se retrouvant définitivement à l'écart des carrières de grande visibilité. Il y a égalité des chances dans notre société, mais pas égalité des talents. Si l'artiste est médiocre, il sera rapidement rejeté

Le Mouvement pour les arts et les lettres est né en 1999 de la colère des artistes.



par le système. Seuls les artistes de talent pourront exercer leur métier et, parmi eux, une minorité seulement pourra gagner décemment sa vie. Le domaine artistique est un des rares domaines, avec le sport d'élite, où le talent et le choix libre du public restent encore prégnants.

Dans les secteurs de la santé, des affaires sociales et de l'éducation, les montants alloués trouvent justification. On veut l'accessibilité pour tous. Dans le domaine des arts et de la culture, les montants alloués trouvent une justification sociale en partie seulement : soit celle de l'accessibilité du public. Il s'agira toujours d'une minorité, de plus en plus grande il est vrai, mais toujours minime. Le soutien apporté l'est surtout pour des raisons de création et de production. On désire appuyer non pas seulement le talent, mais l'excellence, voire le génie. C'est accessible à très peu d'individus, tout en rapportant à toute la société.

La formation universitaire aussi s'adresse à une minorité. Pourtant, on la subventionne pour qu'elle reste accessible et que ceux qui y travaillent gagnent décemment leur vie. Les soins de santé sont subventionnés pour qu'ils soient gratuits et que les professionnels soient rémunérés équitablement, même si ce n'est qu'une minorité de la population qui a recours aux services les plus coûteux.

Les secteurs de la santé et de l'éducation sont passés de l'époque révolue des « sœurs et des frères économes », comme on les appelait généralement avant la Révolution tranquille, à des services « professionnels ». Pendant ce temps-là, le secteur des arts, tout en comptant lui aussi sur des professionnels bien formés, en restait, à toutes fins utiles, à l'époque des « sœurs et des frères économes », si on s'en tient aux moyens dont il dispose. Ces états de fait révoltent, accentuant une inéquité salariale et sociale grave. L'injustice a assez duré !

Il ne s'agit pas de pensionner ou de « fonctionnariser » les créateurs ou les artistes. Il s'agit seulement de reconnaître l'excellence et le talent d'exception à son juste mérite, et à tous les stades du processus. Cette reconnaissance aura un effet d'entraînement sur tous les autres artistes et toute la société.

« Qu'ont-ils à se plaindre, les artistes ? Ne leur donne-t-on pas des subventions ? » Picasso, *Mère et enfant (Baladins)*, 1905. Gouache sur toile. Stuttgart, Staatsgalerie.

Des conditions inacceptables

- En 2003-2004, 18 257 personnes ont occupé un emploi dans les organismes soutenus par le CALQ.
- 90 % de ces emplois (16 463) sont temporaires, le temps de réaliser ou de diffuser le projet, la production, l'exposition ou l'événement.
- Le personnel permanent représente 10 % de l'ensemble des employés (1 794 personnes) et leur rémunération moyenne s'élève à 27 065 $.
- 85 % de tous les emplois sont liés à la création, à la production et à la diffusion ; ces emplois concernent le *personnel artistique*, regroupant une multitude de professions artistiques, et le *personnel de production et de diffusion*, qui assure le soutien technique aux performances artistiques de même que la réalisation et la diffusion des activités.
- La quasi-totalité (95 %) du personnel de création, de production et de diffusion occupe un emploi temporaire ou intermittent au sein des organismes et sa rémunération moyenne atteint 3 339 $.
- En 2003-2004, les organismes artistiques soutenus par le Conseil évaluaient que 31 % de leur personnel était âgé de moins de 35 ans.

Conseil des arts et des lettres du Québec, Constats du CALQ, *numéro 11, mars 2006.*

Il y a quelques mois à peine, le Québec a été officiellement reconnu comme nation par le gouvernement fédéral. Mis à part les réactions qu'une telle affirmation a suscitées, on admet l'identité propre des Québécois. Et qui véhicule cette identité, cette personnalité, cette image de renom à l'échelle nationale et internationale ? Les artistes, en tout premier lieu. Ils sont les ambassadeurs, toujours en avant-plan, de notre créativité, de notre dynamisme, de notre professionnalisme, de notre « culture ». Ils sont collectivement les ambassadeurs de ce que l'on est, comme l'ont été Phidias et le Parthénon pour le grand siècle de Périclès, Shakespeare pour le siècle d'Élisabeth 1re, Molière pour Louis XIV, etc. Chez nous, pour n'en nommer que quelques-uns, on n'a qu'à penser aux Denys Arcand, Michel Marc Bouchard, Geneviève Bujold, Gilles Carle, Robert Charlebois, Marie-Josée Croze, Rock Demers, Réjean Ducharme, Jean Gascon, Rémi Girard, Yves Jacques, Claude Jutra, Marie Laberge, Dany Laferrière, Félix Leclerc, Robert Lepage, Édouard Lock, Gilles Maheu, Denis Marleau, Daniel Meilleur, Wajdi Mouawad, Pol Pelletier, Lorraine Pintal, Luc Plamondon, Jean-Paul Riopelle, Michel Tremblay... et tous ces autres qui, encore dans l'ombre, faute de moyens, se débattent pour propager leurs œuvres partout à travers le monde. Et cela, sans compter des institutions, dans le théâtre et autres disciplines artistiques, comme l'OSM, le TNM, le Rideau Vert, le Théâtre d'Aujourd'hui, le Théâtre Centaur, le Théâtre Leanor et Alvin Segal du Centre Saidye Bronfman, le Cirque du Soleil, etc. Nous ne prétendons pas donner ici une liste « officielle » des institutions.

Le centenaire de la Confédération canadienne, en 1967, a été l'occasion de doter le pays de grands centres culturels. Et depuis vingt-cinq ans, les institutions muséales ont fait l'objet d'investissements massifs. Résultat : le public des grands centres culturels et des musées a décuplé. Récemment, la nouvelle Bibliothèque nationale du Québec a provoqué un succès presque inattendu, permettant d'entrer dans une ère nouvelle pour les bibliothèques publiques. Des réussites, en partie attribuables au financement public, qui ont transformé le visage de ces secteurs d'activités culturelles.

Harpagon et sa cassette ou l'État et son enveloppe budgétaire pour le théâtre. Jean Gascon dans *l'Avare* (Théâtre du Nouveau Monde, 1963). Photo : Henri Paul.

Ainsi en est-il du cinéma québécois. Depuis une vingtaine d'années, il profite d'une aide soutenue de la part des gouvernements, grâce à laquelle l'industrie s'est radicalement fortifiée. Aujourd'hui, même si sa situation n'est pas idéale, notre cinéma rayonne sur les écrans du monde. Ici, les entrées pour les films québécois dépassent celles des films américains. Les gouvernements ont le pouvoir de changer une industrie. Des centaines de millions de dollars ont été investis. Qu'attendent-ils pour donner au théâtre les moyens de montrer sa pleine mesure ?

Les solutions

En 2007, on connaîtra les États généraux du théâtre. Montréal sera l'hôte d'un sommet sans précédent sur ce concept de « Montréal, métropole culturelle ». La situation du milieu du théâtre est précaire, difficile. Les changements tardent à venir parce qu'ils impliquent une vision tout autre du secteur culturel. Où est notre André Malraux ou notre Jack Lang ? Est-ce que le concept de diversité culturelle va rester une réalité administrative destinée à faire vivre un bureau ? Où sera l'argent dont les créateurs et les producteurs ont désespérément besoin ?

Les comparaisons sont toujours boiteuses, mais il est utile de mentionner que le budget du Festival de Stratford est d'environ 54 millions de dollars et qu'on y produit seize pièces différentes sur une période de cinq mois. Le Festival reçoit moins de un million de dollars de subvention. Il ne faut pas se surprendre ensuite qu'il programme des *musicals* de Broadway. On est encore loin de la subvention d'environ 20 millions

d'euros que reçoit la Comédie-Française, ou du 100 millions d'euros que reçoit annuellement l'Opéra national de Paris. Ces chiffres indiquent bien les disparités financières et de politiques culturelles entre les pays. L'argent ne règle pas tout. Quand on veut développer un secteur, il faut s'y prendre longtemps à l'avance et être prêts, quand un talent exceptionnel se présente, à miser sur ces occasions et à travailler étroitement avec les artisans d'un milieu. On peut décider de la part des revenus qu'on attend des recettes au guichet ou des fondations privées, mais il restera que chez nous, le moteur du développement du théâtre (des arts) viendra nécessairement d'un soutien des pouvoirs publics. Quand passent des « génies » comme Jean Gascon, Gratien Gélinas, Marcel Dubé, Denys Arcand, Robert Lepage, Wajdi Mouawad et bien d'autres, un État doit être prêt à réagir nerveusement et à miser.

Pour jauger de l'importance du secteur artistique dans la société, il faut cesser les comparaisons économiques, celles basées sur la rentabilité et la profitabilité qu'induisent les autres secteurs d'activité. L'art est un secteur à part. Son apport à la société se mesure autrement. C'est par sa transcendance qu'il prévaut. En outre, le secret de l'art réside dans la création, le talent ou le génie. Le temps est nécessaire à la production d'une œuvre. Le temps, qui s'inscrit dans la conception et la préparation d'un projet, le temps de le produire, le temps de l'expliquer à son public et le temps, finalement, de la pratique et de l'expérience. Là d'abord, il importe d'inverser une certaine vision des choses... dans un univers de productivité où il faut une audace extraordinaire pour oser « prendre le temps ». Art et productivité sont des antithèses.

Il s'agira, ensuite, d'examiner la situation du théâtre en sens inverse de ce qui est habituellement proposé. Plusieurs analystes ne jurent que par le développement du public, seule manière, selon eux, de sortir le théâtre de son état de lutte pour sa survie. Personne n'est contre. Mais ce n'est là qu'une conséquence, et non un objectif. En effet, le public se déplacera pour un produit d'excellence. Voilà le point de départ : donner au théâtre les moyens et le temps de développer ses œuvres artistiques. Avec une pression commerciale telle que les théâtres, pour faire leurs frais, doivent viser un taux de 80 % de fréquentation, la direction artistique s'enfonce, inévitablement, vers une programmation consensuelle. De moins en moins d'espace pour le risque, pour la créativité, pour la nouveauté. La marge de manœuvre artistique, l'essence même du théâtre, rétrécit avec la fonte des subventions.

Statistiques principales des représentations payantes en art de la scène (extrait)

Théâtre	*unité*	2004	2005	variation 2005-2004
Représentations	*nombre*	6 176	5 951	-4
Assistance	*nombre*	1 701 766	1 607 050	-6
Taux d'occupation[1]	%	72,7	71,2	
Revenus de billetterie excluant les taxes	$	30 227 291	30 650 016	1

1. Taux d'occupation : proportion du nombre de spectateurs par rapport au nombre de billets disponibles.

Christine Routhier, La fréquentation des arts de la scène en 2005, *Observatoire de la culture et des communications du Québec.*

Finalement, imposons-nous un temps de réflexion réel en commençant par une question simple : où en est l'artiste de théâtre aujourd'hui ? Quels sont les outils disponibles à la relève, lorsqu'elle sort des écoles de théâtre, pour pratiquer son métier, pour produire des spectacles, pour rencontrer le public ? Et comment bonifier ces outils ? Quels sont les obstacles et comment les abolir ? Comment les structures déjà existantes favorisent-elles l'expression des artistes ? Repensons la pratique théâtrale du point de vue de l'artiste et non de celles des structures, des compagnies. Les « institutions » de théâtre doivent pouvoir assumer un leadership. Ainsi, avec un soutien adéquat, le TNM pourrait présenter du grand répertoire qui nécessite de grands moyens. Le même raisonnement pourrait s'appliquer aux autres institutions qui ont des missions théâtrales différentes au Québec. Il est nécessaire de ramener à l'avant-scène le rôle que doivent jouer des institutions et les moyens dont elles doivent disposer.

« Depuis une vingtaine d'années, [le cinéma québécois] profite d'une aide soutenue de la part des gouvernements, grâce à laquelle l'industrie s'est radicalement fortifiée. [...] Des centaines de millions de dollars ont été investis. Qu'attendent-ils pour donner au théâtre les moyens de montrer sa pleine mesure ? » Publicité parue dans la revue *24 Images*, nº 121, printemps 2005, p. 35.

Les artistes sont au cœur de l'acte théâtral, et ce qui doit primer en art, c'est l'art lui-même. Aucune « rectitude administrative » en gestion des entreprises artistiques ne pourra assurer le génie ou le talent, pas même le succès commercial. Il est temps de remettre l'art au centre de nos préoccupations. **j**

Laurent Lapierre est titulaire et **Claudine Auger** est éditrice de la Chaire de leadership Pierre-Péladeau à HEC Montréal. Laurent Lapierre s'exprime ici à titre personnel.

Les auteurs remercient Pierre Curzi, Gilbert David, Marie-Thérèse Fortin, Pierre MacDuff, Sylvain Schryburt et Jacques Vézina pour leurs critiques et commentaires éclairants. Ils demeurent cependant seuls responsables des opinions émises et des erreurs de faits et de jugement.